

Echec et succès des Mouvements populaires,
approche comparative entre HIRAK algérien 2019 et révolution tunisienne
2011

فشل ونجاح الحركات الشعبية

مقاربة مقارنة بين حراك الجزائر 2019 و الثورة التونسية 2011

تاريخ الاستقبال 2023-02-26 تاريخ القبول 2023-04-10

Rachid Ouaisa,	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------	-------------------------------------	-----------------------

ملخص:

لإجراء مقارنة منهجية وجادة بين حركتين شعبيتين، يجب على المرء أن يأخذ الأساليب المقارنة على محمل الجد وأن يدرس بعناية أوجه التشابه والاختلاف في إطار معظم الحالات المتشابهة والأكثر اختلافًا، على سبيل المثال. الحالة التونسية والحالة الجزائرية حالتان لهما عدد معين من أوجه التشابه، لكن بما أن الحركة الشعبية التونسية قد أثمرت، أي تمكنت من وضع حد لنظام بن علي، من ناحية أخرى، فإن الحراك في الجزائر لم تكن قادرة على فرض تغيير جذري في النظام، يمكننا أن نستنتج أن هناك اختلافات مهمة يجب أن نحاول تفسيرها. للمضي على هذا النحو، لا بد من الأخذ في الاعتبار مجموعة من المتغيرات، على سبيل المثال السياقين السياسي والتاريخي، وظروف اندلاع الاحتجاجات، وهياكل الحركتين، والشعارات، والتنظيم الداخلي. والأهداف السياسية للحركات، ودور مختلف الفاعلين في المجتمع المدني، إلخ.

الكلمات المفتاحية: الحركات الشعبية، المجتمع المدني، الحراك، الجزائر، تونس.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

Abstract:

Pour une comparaison systématique et sérieuse de deux mouvements populaires, il faut prendre au sérieux les méthodes comparatives et examiner minutieusement les similarités et les différences dans le cadre de most similar et most different cases par exemple. Le cas tunisien et le cas algérien sont deux cas ayant un certain nombre de similarités bien que le mouvement populaire tunisien ait donné des fruits, c'est-à-dire a pu mettre fin au régime Ben Ali, alors que le Hirak en Algérie n'a pas pu imposer un changement radical du régime, on peut déduire qu'il existe des divergences importantes qu'il faut tenter d'expliquer.

Pour procéder ainsi il faut prendre en considération un ensemble de variables par exemples les deux contextes politiques et historiques, les conditions d'apparition des mouvements de protestations, les structures des deux mouvements, les slogans, l'organisation interne et les buts politiques des mouvements, le rôle des différents acteurs de la société civile etc.

Mots clés : mouvement populaire, société civile, hirak, Tunisie, Algérie.

Voici en quelques points, certes encore à développer, qui résument les ressemblances et les différences entre les deux mouvements. Ces questions débouchent sur des aspects comparatifs intéressants.

1. D'abord il faut mentionner que le mouvement populaire Algérien appelé Hirak est venu presque 9 ans après le mouvement Tunisien de 2010/11.

Donc, ici il faut se poser la question, est-ce qu'il y a des leçons apprises du cas tunisien

Est-ce que l'expérience algérienne de la décennie noire a influencé le fait que le mouvement de protestation en Algérie est venu plus tard. Est-ce que le cas tunisien a influencé les stratégies, l'organisation et la structures du Hirak ? -

2. Un des points de ressemblance est que, les deux mouvements ont vu le jour dans la périphérie : Sidi-Bouazid en Tunisie et Kheratta en Algérie. Il serait alors intéressant de comparer non seulement les structures et les programmes de

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

développement dans les deux états et les raisons de marginalisation structurelle de certaines régions, mais aussi la provenance des élites politiques et militaires dans les deux pays. La dominance de l'Elite provenant des villes côtières comme Sfax et le grand Tunis d'un côté et la logique des groupes (groupe de l'Est, de l'Ouest etc.) qui caractérisent le régime algérien de l'autre côté, jouant par conséquent un rôle prédominant dans le développement et sous-développement des régions et des villes dans les deux pays.

3. Les deux mouvements sont dominés par la frange la plus large de la société, en l'occurrence celle des jeunes, bien qu'en Algérie, ce qui est certainement dû à la langue durée du Hirak, le mouvement est rejoint par de larges franges de la société. Comparant les acteurs des deux mouvements il est intéressant d'analyser de plus près le rôle des classes moyennes et des travailleurs dans les deux mouvements. Mon observation ici, est que les classes moyennes tunisiennes ont joué un rôle très important jusqu'à la chute de Ben Ali, tandis qu'en Algérie la majorité de la classe moyenne a quitté le mouvement après les élections présidentielles de décembre 2019.

On peut déduire que le but des classes moyennes algérienne n'est pas vraiment un changement radical du régime, mais juste imposer des réformes et précipiter le départ du président Bouteflika.

4. Contrairement à la Tunisie, le mouvement populaire du Hirak a été très vite traversé par des courants idéologiques qui ont engendré la réticence des classes moyennes, déjà dispersée et frileuse à l'idée d'aller plus loin. Peut-on déduire que la société tunisienne est plus homogène que la société algérienne ? Ou peut-être même que l'expérience de la décolonisation si différente dans les deux pays joue-elle, ou encore une fois l'expérience sanglante de la guerre civile ?

5. Bien que les deux mouvements n'eussent pas de structure claire avec un chef, une hiérarchie et un projet de société visible, dans le cas algérien l'émergence de pseudo leaders du mouvement, porté par le populisme et le manque de stature et de courage politique n'ont pas pu développer un programme

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

politique, économique et sociale convainquant. En Tunisie il a eu des acteurs faisant consensus comme l'UGTT et d'autres acteurs de la société civile, ont pu imposer une feuille de route aux partis politiques. En Algérie on a assisté à la marginalisation presque totale des partis politiques.

6. Entre le mot d'ordre « dégage » et « Yetnahaw ga3 » on remarque déjà la différence des contextes politiques dont sont nés les deux mouvements.

Le régime Algérien est plus implanté dans toutes les structures de l'Etat, de l'administration et de la société. Ainsi pour le changer il faut tout changer. Le régime Tunisien est dominé par une famille, un parti et quelques pions dans les services de sécurité. Il a suffi que la tête du régime soit écartée pour que le système change.

En Algérie il y a dominance d'un régime militaire avec une façade civile alors qu'en Tunisie l'armée n'est pas un acteur principal dans la culture politique du pays, même dans ses moments les plus autoritaires. Ceci est-il explicable par la nature du mouvement nationale et l'expérience coloniale ?

7. L'opinion internationale et surtout occidentale a encouragé la révolution tunisienne alors que le Hirak algérien a été presque boycotté par la presse internationale et la presse occidentale plus spécialement. Certainement ceci est dû à l'influence des deux pays et au rôle de leurs régimes respectifs sur la scène internationale. La France a joué un rôle négatif durant la révolution tunisienne. Dans le cas Algérien la France a joué un rôle ambigu, entre distanciation et support ouvert au régime algérien. Il est intéressant aussi de regarder de plus près le rôle des deux diasporas dans les deux mouvements.

Ces quelques points de réflexion démontrent que pour comparer deux mouvements populaires il faut entamer des recherches empiriques plus approfondies. Mais faute de temps je vais me limiter à l'argument politico-économique et à la nature des alliances interclasses possibles, pour expliquer les causes de la réussite et l'échec des mouvements populaires.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

D'abord les révolutions et les révoltes populaires sont souvent des enchaînements imprévisibles des hasards historiques. La recherche sur les révolutions, établie depuis plus de 200 ans, prouve que l'échec et le succès des révoltes, et donc des mouvements populaires, dépendent de la stabilité ou de la durabilité des alliances sporadiques tissées entre les groupes et les couches sociales qui les portent. Ces alliances dépendent de l'implication des couches moyennes dans les soulèvements populaires, comme la démontré Barrington Moore (1969).

Le « printemps arabe » perçu comme satisfaisant par les observateurs compte tenu de la résistance à l'ordre établi qui se développe sans organisation structurée visible. Une telle résistance satisfait toutes les attentes de la pensée postmoderne. La multiplication de partis politiques sans troupes, de cercles de discussion aux audiences limitées et l'absence de projet opératoire de transformation de la société se sont développés au lendemain du « printemps arabe », au Caire et à Tunis, comme en Algérie 2019.

La question principale qui se pose est, est-ce que les mouvements populaires arriveront à la destruction des structures politiques non démocratique ? C'est-à-dire est-ce que ces mouvements peuvent-ils créer des contre-pouvoirs structurels durables ?

Les classes moyennes, compte tenu de leurs positions structurelles intermédiaires, se trouvant entre deux couches inconciliables qui se font la guerre, risquent de forger des alliances instables. D'une part, la classe dirigeante, qui aspire à conserver les positions de pouvoir acquises et les privilèges obtenus. D'autre part, les subalternes dépravés et marginalisés, qui représentent le changement radical, si nécessaire par la violence. Dans de tels moments, les classes moyennes deviennent ainsi à la fois l'objet et l'acteur des révolutions. Ainsi une alliance avec des couches sociales pauvres risque de radicaliser la révolution et l'alliance avec la couche au pouvoir risque de stabiliser et de maintenir le système en place. Ainsi les classes moyennes vont se contenter de quelques réformes.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

Le colonialisme français en Algérie a pris fin parce que les classes moyennes se sont rangées du côté des «damnés de la terre» dès le milieu des années 1950 et parce que les projets de De Gaulle de renforcer l'économie en Algérie afin d'offrir des possibilités d'ascension sociale aux classes moyennes sont arrivés trop tard et ont été trop inefficaces comme c'est le cas de l'échec du plan d'industrialisation (plan de Constantine).

Le conflit entre Rabiaa al Adawiyya et El-Tahrir est en fait une lutte pour la mobilisation des classes moyennes égyptiennes désorientées. Le président Mursi et le MB ont échoué à offrir une perspective claire aux classes moyennes en se rabattant désormais sur le projet mystico-religieux (Al Adawiyya) alors que l'armée garantit la protection, la sécurité et la stabilité. De même, le conflit sanglant qui se poursuit en Syrie doit être interprété comme une bataille discursive entre le régime et les groupes rebelles pour rallier les classes moyennes à sa cause. L'échec de la révolution en Syrie est du à la non-mobilisation de la classe moyenne dans sa totalité, surtout les classes moyennes de Damas. Et c'est parce que le mouvement révolutionnaire n'a pas pu offrir des perspectives claires devant rassurer les classes moyennes.

Dans le contexte de ces réflexions théoriques, le «potentiel» des classes moyennes dans la région MENA a fonctionné comme vecteur de la transition démocratique dépendant essentiellement de deux facteurs. Il s'agit de savoir dans quels systèmes économiques sont-elles ancrées et de quel type d'alliances sociales elles sont en mesure de forger (Moore 1969).

Ainsi pour comprendre les échecs et les succès des mouvements sociaux dans la région MENA en 2011 et en Algérie en 2019 il faut comprendre le rôle des classes moyennes et les alliances sporadiques que ces classes ont pu forger avec les autres classes.

Ma première hypothèse est donc : Toutes les études empiriques ont démontré que durant la révolution de 2011 en Tunisie il y a eu une alliance entre les classes moyennes et les couches pauvres (voir le quartet qui a reçu le prix Nobel).

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

L'UGTT était prête à faire une alliance avec les couches sociales qui sont les ennemies de la couche qu'elle représente.

En Algérie nous avons une forte participation des couches moyennes dans le Hirak. Les couches moyennes se sentent trahies par le système corrompu, rendu responsable du malaise des couches moyennes. Les couches pauvres ont rejoint très tard le mouvement et ont réussi à le dominer. Ceci se voit dans la radicalisation des paroles scandés comme « Moukhabarat Irhabiya ». Désormais les classes moyennes ont quitté le mouvement après les élections présidentielles de décembre 2019. Leurs buts étaient d'éliminer le système Bouteflika mais pas de changer radicalement le régime qui les nourri. Les couches moyennes algériennes tiennent à garder le statu-quo et juste réformer le système mais pas à le changer radicalement. Comme pour beaucoup de pays du sud, les classes moyennes tolèrent la corruption et acceptent même l'oppression du régime tant qu'ils bénéficient de salaires et de postes générés par la rente (voir John Clark pour le cas du Congo, Clark 1997). Cela est également vrai dans la région MENA, où les classes moyennes ont souvent été identifiées comme la force motrice des protestations de 2011 Diwan 2013 ; ESCWA 2014) après avoir servi de locomotive à la lutte anticoloniale et devenu le principal pilier des États postcoloniaux autoritaires. Les protestations montrent que le contrat entre les régimes au pouvoir et les classes moyennes semble être rompu (Prasad 2014). La question qui se pose est, est-ce que les classes moyennes, durant ledit printemps arabe de 2011 ou, en Algérie de 2019 avaient-elles vraiment la démocratisation comme objectif ?

Après la révolution réussie en Tunisie les classes moyennes ont pris le pouvoir soutenant une alliance élitaine islamo-laïque. Ainsi les thèses économiques, les projets de sociétés et l'économie égalitaire revendiqués par les masses de 2011 n'ont pas vu voir le jour.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

Ce n'est que dix ans après que les mêmes classes moyennes qui soutiennent les manœuvres douteuses au sommet de l'état, qu'elles ont commencé à exprimer de la frustration et dénoncer la corruption de l'élite islamo-laïque.

Ceci m'amène à ma deuxième hypothèse à savoir que les classes moyennes dans la région MENA sont des classes moyennes rentières.

Elles ne donnent pas la priorité à la démocratie, mais renégocient plutôt un nouveau contrat social autoritaire avec la classe dirigeante. Le chapitre examine la relation entre l'approche de l'État rentier et la démocratie dans la région MENA du point de vue des classes moyennes. Contrairement aux arguments selon lesquels les rentes entravent la démocratie, cet article soutient que les rentes entravent l'émergence de structures capitalistes, en particulier l'émergence d'un marché libre interne, ce qui empêche l'émergence de contre-forces sociales et politiques aux régimes en place.

Les classes moyennes de la région MENA ne sont pas orientées vers le marché, comme l'affirme Weber (1922). Au contraire, elles sont dépendantes de la rente. Leur objectif n'est pas le changement de régime et l'affirmation de structures démocratiques, mais la préservation du statu-quo. Les classes moyennes désabusées et bloquées ont été la principale force derrière les révoltes contre les régimes en place en 2011 en Tunisie, en Égypte et en Algérie en 2019. Pourtant, ces classes moyennes ont poursuivi une réforme des régimes et non un changement de régime fondamental. Pour les classes moyennes, le régime était responsable de leur malaise. La corruption, la décadence morale et la crainte de l'émergence de nouveaux groupes sociaux, qui participent à la distribution de la rente et minimisent donc la part revenant aux classes moyennes, ont dans l'ensemble encouragé la révolte.

A mon sens il n'est pas possible d'établir des démocraties durables et des contre-pouvoirs durables s'il n'y a pas de groupes sociaux capables d'établir des économies concurrentielles, c'est-à-dire installer les structures capitalistes. L'expérience européenne a démontré que seule la transformation du travail en

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

force de négociation « Empowerment of labor » peut garantir les droits de participation dans la vie politique.

Contrairement aux classes moyennes occidentales qui ont dû arracher le pouvoir des griffes de l'aristocratie féodale en menant la guerre industrielle, dans la région MENA nous avons à faire à des classes moyennes rentières. Dans le cas algérien j'appelle les classes moyennes trabendistes (Ouaisa 2018). Les classes moyennes de l'Europe industrialisée ont été obligées de se battre pour leurs droits de participation et pour la démocratie. Comme l'a écrit Samir Amin, le pouvoir, dans la région arabe, est la source de la richesse, alors que dans le capitalisme, à l'inverse, la richesse est la source du pouvoir (Amin 1980). Ces classes moyennes ne sont pas orientées vers le marché et la concurrence au sens de Max Weber, mais plutôt cherchent à être des bons clients du pouvoir en profitant des distributions des rentes. Ces classes moyennes ne sont pas capables, ni sont aptes d'installer les structures capitalistes. Le marché n'est pas basé sur la concurrence mais sur les bonnes relations avec le pouvoir en place. Ces classes moyennes ne cherchent pas le profit mais l'accaparement des rentes sous toutes ses formes.

Ainsi le combat des classes moyennes se trouve décalé du champ économique aux champs culturels, des valeurs et des idéologies. Elles sont mobilisables contre l'immoralité dont la corruption ou la décadence de la morale publique. Dans le cas algérien et tunisien les peu d'industriels existants sont d'une part, obligés de collaborer avec les régimes politiques pour assurer leurs existences et d'autre part, vu leur incapacité d'innovation et de concurrence sur un marché libre, soutiennent les régimes en place qui les préserve des dérégulations et leur assure l'accès à l'importation et aux crédits. En Algérie comme en Tunisie les groupes industriels privés demeurent des « petits joueurs » comparés aux entités publiques par rapport aux voisins régionaux et continentaux. (Kchouk 2017).

Dans un système basé sur la rente et non pas sur le marché concurrentiel, les couches pauvres et marginalisées de la société n'ont aucune possibilité structurelle d'établir un contre-pouvoir face aux puissantes classes dirigeantes.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

Comme la mobilisation par le travail n'est pas possible dans de telles sociétés, les luttes entre les classes privilégiées et marginalisées, entre les dirigeants et les dirigés, s'articulent autour de formes culturelles, identitaires, religieuses et morales.

Contrairement à la rente dont dépendent des décisions politiques, le profit est un surplus qu'il faut acquérir à travers la concurrence du marché. Le profit doit être réinvesti dans les systèmes de marché en raison de la concurrence sur le marché ; sinon, les capitalistes les plus puissants risquent de prendre du retard en matière d'innovation et donc de disparaître rapidement du marché.

Les investissements sont réalisés parce que les entrepreneurs s'attendent à une plus grande demande des consommateurs. La concurrence de l'innovation, résultat de l'investissement, conduit non seulement à la supériorité technique, mais aussi à la hausse des salaires réels. Dans la dynamique keynésienne, la hausse des salaires réels entraîne une hausse de la demande et donc, une revalorisation du travail en tant que pouvoir de négociation.

L'autonomisation du travail ne fait pas qu'empêcher la suprématie des puissants, elle est aussi la base de la révolution bourgeoise et donc, la condition préalable à l'émergence et à la préservation des structures démocratiques et des droits civils.

Dans cette logique, l'État, agit comme un modérateur entre les travailleurs et les employeurs parce que chaque chômeur lui coûte cher. Les entrepreneurs, qui ont besoin de marchés de masse pour augmenter leurs profits, sont intéressés par le plein emploi. Les entrepreneurs sont intéressés quant à eux par des travailleurs qualifiés pour être compétitifs dans l'innovation. L'État investit dans l'éducation et les conditions structurelles. De larges couches de la société profitent de l'extension du marché, ce qui conduit à ce que Hobsbawm a appelé «l'auto-destitution de l'aristocratie» dans l'histoire de l'industrialisation de l'Europe.

Rachid Ouassa	Université de Marburg, Allemagne	ouassa@uni-marburg.de
----------------------	---	------------------------------

Les structures capitalistes déterminent donc, non seulement le comportement politique de l'élite, mais aussi le comportement culturel des travailleurs. La mobilisation du travail comme pouvoir de négociation plutôt que la solidarité ethnique, religieuse et clanique devient le moyen privilégié de faire valoir ses intérêts. Ainsi se produit ce que Ferdinand Tönnis (2002) a décrit comme le passage de la communauté à la société. Les alliances de classe pour l'affirmation des droits démocratiques au sens de Barrington Moore ne sont également prometteuses que dans ces conditions capitalistes particulières.

Pour Samir Amin, il n'existe pas de classe moyenne arabe réelle et importante qui puisse porter le projet de développement capitaliste. La véritable bourgeoisie, composée de riches paysans et de commerçants, n'a pas le courage de porter le projet moderniste.

Cette classe, condamnée à la médiocrité par le capitalisme périphérique, se soumet au pouvoir social de la religion rituelle, à l'autocratie politique et à la domination étrangère. Quant à la classe supérieure, qui monopolise le pouvoir politique local, la grande propriété foncière et les rentes, elle bénéficie de l'intégration au marché mondial et se propose comme la locomotive de la périphérisations capitaliste (Amin 1994).

Ainsi la réussite des mouvements populaires à installer durablement la démocratie et les moyens de participation n'est possible que s'ils thématisent la sphère économique, faire du travail une force de négociation et faire que l'état dépende des impôts. Donc il faut créer des marchés internes ou, les classes moyennes et les entrepreneurs verront leurs profits garantis en mettant le prix pour le travail et non pas en ayant de bonnes relations avec les tenants du pouvoir. Donc les mouvements populaires ne peuvent réussir que s'ils mettent les questions économiques au centre de la protestation. Ceci nécessite l'implication des acteurs économiques dans le mouvement.

Rachid Ouaisa	Université de Marburg, Allemagne	ouaisa@uni-marburg.de
---------------	-------------------------------------	-----------------------

BIBLIOGRAPHIE

1. Amin, Samir. 1994. "Préface" *In Culture et idéologie dans le Monde Arabe*, edited by Fahima Charaffeddine, 7-35. Paris: l'Harmattan
 2. Clark, John. 1997. "Petro-Politics in Congo" *Journal of Democracy* 8, no. 3: 62-76.
 3. Diwan, Ishac. 2013. "Understanding Revolution in the Middle East: The central Rile of the Middle Class" *Middle East Development Journal* 5, no.1: 29-56.
 4. ESCWA. 2014. "Arab Middle Class. Measurement and Role in driving Change."
(<https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/arab-middle-class-measurement-role-change-english.pdf>)
 5. Kchouk, Bilel, 2017 : les « anciennes » Élités économiques et le changement du régime en Tunisie: De l'incertitude vers la consolidation politico-économique des positions, in : De Boeck Supérieur « Politix » 4 nr. 120, pp. 157-178.
 6. Ouaisa, Rachid (2018): Classes moyennes algériennes, rente et stagnation politique, in: NAQD, Nr. 36, S. 123-145.
 7. Prasad, Naren. 2014. «*Broken Relationship: Social Policies, the Arab States and the Middle Class*», Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2432018>
 8. Tönnis, Ferdinand. 2002. «*Studien zu Gemeinschaft und Gesellschaft*» edited by Klas Lichtblau Wiesbaden: Springer VS
 9. Weber, Max. 1922. *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundrisse der Verstehenden Soziologie*. Tübingen: Mohr.
-